

Par e-mail : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/11/26/pour-la-premiere-fois-toute-l-union-europeenne-a-enclenche-la-marche-arriere-sur-l-environnement\\_6202428\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/11/26/pour-la-premiere-fois-toute-l-union-europeenne-a-enclenche-la-marche-arriere-sur-l-environnement_6202428_3232.html)

# « Pour la première fois, toute l'Union européenne a enclenché la marche arrière sur l'environnement »

## CHRONIQUE

### Stéphane Foucart

La plupart des textes-clés du Pacte vert européen, annoncé par Bruxelles en 2019, ont été reportés, rejetés ou vidés de leur substance. Longtemps garantes du verdissement des Etats membres, les institutions communautaires opèrent un recul général sur la question environnementale, estime Stéphane Foucart, journaliste au « Monde », dans sa chronique.

Publié le 26 novembre 2023

Le patient détricotage, puis [le rejet surprise par le Parlement de Strasbourg du règlement européen sur les pesticides](#) (SUR) marquent probablement la fin d'une époque, la conclusion de ce qui a constitué, au cours des trois dernières décennies, une sorte d'évidence. Tout au long de cette période qui prend fin, l'Union européenne a généralement été garante d'une amélioration à peu près constante de la préservation de l'environnement et de la santé, à travers la construction de normes communautaires et l'introduction dans les droits nationaux de nombreux instruments de protection de la nature et de la santé publique.

Les esprits chagrins peuvent estimer que certains dossiers restent encalminés, que ce mouvement a été lent, pusillanime et parfois chaotique, qu'il a été contradictoire avec d'autres politiques mises en œuvre par l'Union (que l'on songe à la politique agricole commune ou aux accords de libre-échange) : il n'en reste pas moins que le cap a jusqu'ici été globalement fixé par l'état de la connaissance scientifique et la recherche de l'intérêt général. Il est aussi remarquable de constater qu'en dépit des luttes internes à la technocratie bruxelloise, de la volonté souvent vacillante des Etats et de la couleur politique changeante du Parlement, l'objectif de protection de l'environnement a toujours plus ou moins prévalu.

Ce temps est révolu. Le torpillage du projet sur la restauration de la nature, le report sine die de la réforme [de la réglementation sur les produits chimiques](#), la réautorisation [pour une décennie du glyphosate](#), le vote [d'un règlement sur les emballages perclus d'exemptions](#) et, enfin, le rejet du règlement SUR sont d'autant plus significatifs qu'ils surviennent au terme d'une législature dont le Green Deal (le Pacte vert) devait être le pilier, comme l'avait promis en 2019 la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

## Bataille d'amendements

Les planètes se sont alignées suivant un autre axe : au sein de la Commission, les directions générales les plus hostiles à l'environnement ont pris la main, la majorité des Etats-membres ont freiné des quatre fers et le Parlement s'est laissé dominer par les droites extrêmes. Pour la première fois, toute l'Union européenne – institutions et Etats membres – a enclenché la marche arrière sur l'environnement.

Le destin du projet de règlement SUR le montre de manière éclatante. Le texte, qui visait notamment à réduire de moitié l'usage des pesticides d'ici à 2030, a d'emblée été rendu caduc par un choix technique de la Commission. Le principal indicateur d'évolution du recours aux pesticides choisi par Bruxelles n'était autre qu'un trucage grossier – au point que l'Agence fédérale allemande de l'environnement (UBA) a jugé nécessaire d'alerter, par voie de communiqué, de ce que le mode de calcul en question était « *trompeur* », susceptible d'indiquer « *une baisse qui ne se produirait pas dans les champs* ».

La bataille d'amendements menée par la droite et l'extrême droite s'est ensuite chargée d'ôter au projet tout ce qu'il pouvait avoir de contraignant, avant que, par dépit et hostilité, une majorité d'eurodéputés ne le rejettent. Environ 6 000 scientifiques (biologistes, écologues, toxicologues, agronomes, etc.) s'étaient engagés cet été, [dans un texte fort](#), en faveur du règlement SUR et du projet de loi sur la restauration de la nature : ils n'ont pesé pour rien.

Même constat sur le glyphosate : remis en selle pour cinq ans seulement en 2017, l'herbicide controversé a été réautorisé pour une décennie le 16 novembre, malgré une accumulation de données scientifiques nouvelles et la mobilisation de nombreux chercheurs des communautés compétentes. Là encore, la Commission a pris le parti de l'agro-industrie, avec une réautorisation longue et très peu de restrictions d'usage. Les Etats membres ont fait le reste.

## Droitisation des opinions

Comble de l'ironie : la semaine précédente, Bayer était coup sur coup condamné par des juridictions américaines à verser respectivement 175 millions et 332 millions de dollars (158 millions et 303 millions d'euros) à deux utilisateurs de glyphosate touchés par un lymphome. Et la semaine suivant la réautorisation, l'agrochimiste allemand était à nouveau condamné à verser un total de 1,56 milliard de dollars à trois autres Américains, pour de semblables raisons.

Est-ce vraiment la fin d'un cycle ? Les plus optimistes assurent que ce n'est que partie remise et que les textes-clés du Green Deal seront sans doute adoptés au cours de la prochaine législature. C'est en réalité bien peu probable. Le revirement de l'Union européenne sur les questions de santé et d'environnement n'est autre que l'un des stigmates de la droitisation des opinions sur le Vieux Continent, aiguillonnées par des droites populistes qui ont fait de la lutte contre les politiques environnementales l'un des pivots de leurs discours.

Bien plus qu'une simple évolution des choix politiques, il y a sans doute là quelque chose qui relève d'une révolution anthropologique, la victoire d'un individualisme radical qui va de pair avec une lente altération de ce que George Orwell appelait notre « *décence commune* » (*common decency*).

Il y a un peu plus de cinquante ans, le 22 avril 1970, 20 millions d'Américains manifestaient pour le premier Jour de la Terre. Il n'y avait alors aucun signe tangible du réchauffement, ni même aucun discours public sur son existence, mais les nations occidentales s'inquiétaient de l'anthropisation galopante du monde, de la pollution des sols et de l'air, de la contamination de l'eau, de la disparition des oiseaux. Tout cela a fini par se produire et continue de se produire, fortement aggravé par la crise climatique. Rien, pourtant, qui puisse remettre demain dans la rue 20 millions d'Américains – ou d'Européens.

Stéphane Foucart